

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Source : CSN, CSQ, CSD, Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, FEUQ, AQDR

Budget du Québec 2010 : Pour des services publics et des programmes sociaux de qualité et accessibles, financés sur une base équitable

(Montréal, le 14 mars 2010) - À deux semaines du budget, des organisations représentant le monde syndical et communautaire, les étudiants, les femmes et les personnes âgées appellent le gouvernement Charest à ne pas compromettre davantage la qualité et l'accessibilité des services publics au nom d'un échéancier trop serré de retour à l'équilibre budgétaire. « Nous refusons que l'objectif de déficit zéro d'ici 2013-2014 soit considéré comme un dogme, un carcan qui met en péril nos services publics et programmes sociaux en ouvrant la porte encore plus grande à leur privatisation », ont affirmé les porte-parole des organisations.

Les organisations ajoutent que le gouvernement mettrait du même coup en danger une reprise économique encore fragile. Elles précisent que le taux de chômage demeure élevé. Les économistes prévoient qu'il passera de 8,3 % à 8,5 % en 2010. Il y a toujours moins de personnes en emploi actuellement qu'en octobre 2008. Les travailleuses et les travailleurs de 55 ans et plus sont deux fois plus nombreux à se retrouver sans emploi qu'à la fin de 2008.

Non à l'apologie de l'individualisation

C'est ainsi que les organisations composant la société civile appellent le gouvernement à rejeter les propositions du Comité consultatif sur l'économie et les finances publiques. « L'alignement du Québec sur le modèle nord-américain constitue une profonde remise en question de nos choix de société. Ce sont les pauvres, les malades, les étudiants, les familles, les femmes, les personnes âgées, la classe moyenne, qui vont payer si le gouvernement consent à introduire ou à majorer toutes sortes de tarifs. Nous appelons à une approche beaucoup plus équilibrée et progressive en matière de fiscalité ! »

Le pacte proposé par le comité consultatif comporte des compressions budgétaires encore plus sévères que celles déjà draconiennes envisagées par le gouvernement. Limiter la croissance des dépenses à 2,5 % par année est suicidaire. Les organisations demandent au contraire au gouvernement d'abandonner son idée de plafonner la croissance de dépenses de programmes à 3,2 %, un choix qui implique des compressions de près d'un milliard par année, soit près de 4 milliards à terme en 2013-2014. Les dépenses en santé et en éducation étant difficilement compressibles, ce sont donc les autres missions de l'État qui devraient être réduites de 9 % pour atteindre cette cible complètement irréaliste, et ce, année après année.

Le budget doit au contraire permettre à l'État de s'acquitter pleinement de toutes ses missions, y compris la lutte contre la pauvreté, et assurer la qualité et l'accessibilité des

services publics, des outils essentiels à l'égalité sociale ; ce qui passe par un financement adéquat.

Des voix discordantes

À travers sa consultation en ligne et la mise sur pied d'un comité composé d'économistes dits « lucides » chargé de le conseiller, le gouvernement Charest semble vouloir remettre à l'ordre du jour les rapports Castonguay et Montmarquette, ainsi que ses vieux rêves de réingénierie, de privatisation et de tarification tous azimuts qui avaient rendu si chaotique son arrivée au pouvoir en 2003. Le gouvernement ne pourra imposer sa volonté à l'encontre de celle de la population.

Même si on tente de nous faire croire qu'il y a un consensus et qu'il n'y a pas d'autres choix sociaux possibles, des voix discordantes se sont fait entendre. Les économistes du site Web *L'économie autrement*, des universitaires, l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), l'Institut de recherche et d'information socio-économiques (IRIS) et les organisations de la société civile ont uni leurs voix ces dernières semaines pour contrer le discours alarmiste et les solutions de droite qu'on tente de nous faire avaler.

Pour un véritable pacte

Toute proposition visant l'augmentation des revenus du gouvernement doit se faire dans le cadre d'un véritable pacte social qui réaffirme la nécessité des services publics et des mesures de protection sociale comme facteurs déterminants et fondamentaux de la redistribution de la richesse, de l'égalité des chances et du respect des droits humains. L'exigence d'un haut niveau de services publics et de programmes sociaux accessibles et de qualité commande un niveau de fiscalité conséquent.

C'est ainsi que les organisations représentant les travailleuses et les travailleurs, le monde communautaire, les étudiantes et les étudiants, les femmes, les personnes âgées exigent que :

- Le gouvernement reporte son calendrier de retour à l'équilibre budgétaire et refuse toute coupe de services ou hausse de tarifs tous azimuts.
- Le gouvernement démontre une volonté politique de financer adéquatement les services publics et les programmes sociaux et renonce à toute privatisation.
- Le gouvernement mette en place une fiscalité juste et progressive qui permet une contribution équitable des particuliers, des sociétés et des plus fortunés.

-30-

Pour information : François Saillant, Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics : 514 919-2843, Michelle Filteau, directrice des communications de la CSN : 514 894-1326